SAUVETAGE ASSURÉ POUR LES BANQUES AMÉRICAINES

La nationalisation, bouée pour des banques européennes

Le sauvetage des banques américaines est finalement assuré grâce au plan soumis hier au vote du Congrès. Et cela au moment où la nationalisation, en guise de bouée de sauvetage, a été décidée pour plusieurs banques européennes.

Le Congrès américain devait voter hier sur un plan de sauvetage de 700 milliards de dollars. Le texte de loi devait être présenté hier lundi pour adoption à la Chambre des représentants et ensuite au Sénat dans l'après-midi. Une décision très attendue, censée aider à juguler la crise financière internationale. A l'issue d'une semaine d'âpres négociations, les chefs de file du Congrès et l'administration du président George W. Bush sont parvenus à un compromis dimanche sur les dispositions du plan de sauvetage destiné à renflouer le secteur bancaire. Du côté républicain, on avait vu d'un mauvais œil cette main de l'Etat soutenir Wall Street.

Les démocrates, majoritaires au Congrès, soulignent que le projet de loi, de plus d'une centaine de pages, améliore le texte original de trois pages présenté par la Maison Blanche. «Ce n'est pas la rescousse de Wall Street (...) c'est un message pour dire à Wall Street que la fête est terminée», a déclaré la présidente de la Chambre, la démocrate Nancy Pelosi. Le secrétaire américain au Trésor Henry Paulson s'est félicité dimanche de l'accord obtenu au Congrès, affirmant que «ce projet fournit les outils nécessaires pour déployer jusqu'à 700 milliards de dollars et répondre aux besoins urgents de notre système financier». De son côté, le président américain a exhorté le Congrès à adopter rapidement ce plan même s'il a averti que cela ne règlerait pas toutes les difficultés de l'économie américaine.

Si le texte est adopté dès le début de la semaine, les autorités et le Congrès américain seront parvenus à forger, en une semaine, une intervention massive de l'Etat dans le secteur privé, sans précédent dans l'histoire américaine et à six semaines d'une élection présidentielle. Et ce alors que les autorités américaines ont annoncé hier le rachat de la banque Wachovia par Citigroup, qui absorbera jusqu'à 42 milliards de dettes de la banque de Charlotte (Caroline du Nord, sud-est).

Un vent de nationalisations et de rachats en Europe

Mais depuis dimanche, les annonces de nationalisations et de rachats se multiplient, notamment en Europe. La banque britannique Bradford & Bingley va être nationalisée, cédant ses meilleurs actifs au groupe espagnol Santander pour 612 millions de livres (773 millions d'euros) et ses 20 milliards de livres de dépôts ont été transférés à sa filiale britannique Abbey.

Au Royaume-Uni, c'est la quatrième institution qui se retrouve le dos au mur cette année, après Northern Rock, Alliance & Leicester et HBOS, qui va être achetée par sa rivale Lloyds TSB. Dimanche soir, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ont annoncé à l'issue d'une réunion de crise la nationalisation partielle de Fortis en apportant 11,2 milliards d'euros, dans le cadre d'une recapitalisation de 30 milliards d'euros. Au Danemark, la banque Roskilde Bank a été rachetée par trois instituts financiers et Bonus Bank par Vestjysk Bank qui fusionne avec un autre institut régional.

La banque allemande Hypo Real Estate (HRE) a décroché in extremis une ligne de crédit de «plusieurs milliards d'euros» auprès d'un consortium de banques allemandes qui lui permet d'éviter la faillite.

L'Etat belge est prêt à soutenir également la banque franco-belge Dexia, comme il l'a fait avec Fortis, en cas de difficultés, a indiqué hier le ministre belge des Finances Didier Reynders, alors que le cours en Bourse de Dexia chutait de plus de 29%.

Les places boursières en baisse

La Banque centrale européenne (BCE) a alloué hier 120 milliards d'euros aux banques de la zone euro dans le cadre d'une opération spéciale visant à soulager les tensions sur les marchés monétaires. Dans ce contexte, les trois principales places boursières européennes, Paris, Londres et Francfort, évoluaient en forte baisse hier matin. A 7h55 GMT, le Footsie cédait 2,22% à Londres, le Dax abandonnait 2,31% à Francfort, et le CAC 40 lâchait 3,11% à Paris. Les valeurs bancaires étaient particulièrement chahutées.

En Asie, les Bourses étaient circonspectes sur l'efficacité du plan américain pour enrayer la pire crise financière depuis les années 1930. La Bourse de Tokyo a perdu 1,26% et celle de Hong Kong 4,3%.

AU LENDEMAIN DE L'ACCORD AU CONGRÈS AMÉRICAIN

Les cours du pétrole en baisse de 3 dollars hier

Les cours du pétrole ont ouvert la semaine en baisse de plus de 3 dollars lundi matin en raison de craintes sur la demande amplifiée par l'extension de la crise américaine à l'Europe et le départ des investisseurs du marché pétrolier. De fait, l'accord annoncé au Congrès américain concernant le plan de sauvetage des banques n'ayant pas réussi à réinstaurer le climat de confiance espéré. A Londres, le baril de pétrole Brent pour livraison en novembre reculait de 3,39 dollars à 103,50 dollars en milieu de matinée, après une brève incursion sous la barre des 100 dollars en début d'échanges, où il est tombé jusqu'à 99,51 dollars. A New York, le prix du baril de light sweet crude pour livraison en novembre perdait 3,29 dollars à 100,25 dollars le baril. Pour les analystes, les perspectives de consommation mondiale de pétrole se sont encore assombries hier, quand le marché a pris conscience que la crise financière américaine menaçait désormais le cœur de l'Europe conduisant à la nationalisation de plusieurs banques. Face à cette déferlante de mauvaises nouvelles, la perspective d'un accord imminent sur le plan américain de sauvetage du secteur financier n'a pas suffi à rassurer le marché, relèvent-ils. Dans ce contexte de grande frilosité et de rapatriement en urgence de capitaux, le départ des investisseurs du marché pétrolier se poursuit. La valeur du dollar pesait également sur les prix hier matin : vers 10h00 GMT, l'euro cédait nettement du terrain face au billet vert, à 1,4357 dollar contre 1,4613 dollar vendredi vers 21h00 GMT. Or, le regain du dollar décourage les acquisitions de matières premières en dollar, car il érode le pouvoir d'achat des investisseurs.

C. B. / Agences de presse

À propos de l'accord....

Appelé «loi de stabilisation économique d'urgence» et prévu pour durer jusque fin 2009, avec une extension possible sur deux ans après la promulgation de la loi, l'accord prévoit que la manne des 700 milliards sera versée en plusieurs fois aux banques qui pourront céder à l'Etat les créances douteuses qu'elles ont accumulées dans l'immobilier. Un premier examen de l'efficacité de la législation sera effectué après le versement d'une première tranche de 350 milliards.

Le plan donnera la priorité au remboursement de l'Etat, après une dépense initiale très lourde pour les finances publiques. Il assurera un contrôle public étroit des rachats aux banques d'actifs invendables. Des dispositions accordent aux contribuables des parts dans le capital d'institutions financières auxquelles l'Etat rachète des actifs invendables.

Ces actifs, au fil du temps, pourraient reprendre de la valeur. Au bout de cinq ans, le gouvernement devra s'assurer que les contribuables ont été remboursés de l'immense effort fait pour soutenir les banques et si la revente de leurs actifs ne suffit pas, ces institutions devront payer la différence. Le gouvernement sera aussi tenu d'assouplir les modalités des prêts qu'ils rachètent pour soulager les emprunteurs propriétaires de maisons qui sont au bord de la saisie.

D'autres institutions que les grandes banques de Wall Street, telles que des collectivités locales, des fonds de pension et des petites banques commerciales, pourront aussi profiter de l'offre du gouvernement de racheter les créances douteuses. Il permet également au Trésor américain de pouvoir prendre des parts dans des banques étrangères opérant aux Etats-Unis si elles choisissent de participer au plan de sauvetage de la finance.

La possibilité de vendre au Trésor des actifs de valeur douteuse est en effet ouverte à toute institution financière «ayant des opérations significatives aux Etats-Unis, à l'exception de toute banque centrale ou toute institution contrôlée par un gouvernement étranger».

Cela même si le Trésor «n'a pas le droit d'acheter ou de prendre l'engagement d'acheter» de tels actifs sans recevoir «une garantie lui donnant le droit de recevoir les actions communes sans droit de vote ou des actions préférentielles», dans le cas des sociétés cotées.

Enfin, point houleux des négociations entre l'administration Bush et les démocrates, le plan mettrait le holà aux «parachutes dorés», avec le plafonnement des compensations financières aux dirigeants des banques en difficulté.

C. B. / Agences de presse

CLAUDE MOISY AU CYCLE DE CONFÉRENCES MÉDIAS ET OPINION DU CCF

Les chaînes d'information n'ont aucune emprise sur l'opinion publique

Les chaînes internationales d'information en continu ont-elles réellement ce grand impact sur la formation de l'opinion publique qu'on leur prête ? Telle est la question à laquelle Claude Moisy, ancien président-directeur général de l'Agence France presse (AFP), a tenté de répondre lors d'une conférence-débat organisée par le Centre culturel français d'Alger (CCF).

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - L'invité du CCF estime que les chaînes d'information en continu ont peu d'emprise sur les téléspectateurs qui préfèrent, selon lui, regarder les chaînes généralistes. «L'audience des chaînes internationales d'information en continu est minime par rapport à celle des chaînes généralistes. La masse qui regarde la télévision accorde peu d'intérêt à l'information, à laquelle elle préfère le divertissement, la musique et le cinéma», dira Claude Moisy.

L'orateur affirme que sur environ 80 chaînes d'information existantes à travers le monde, à peine une douzaine peut prétendre à cette appellation. Abordant le sujet des pressions exercées sur les médias et les journalistes par différents pouvoirs, notamment politique et militaire, l'ancien P-dg de l'AFP a illustré ses dires par des exemples qui collent parfaitement à la réalité de la presse (surtout écrite) algérienne. Mais il a évité de le dire clairement pour on ne sait quelle raison.

Il a également évité de s'attarder sur les médias arabes, se contentant de citer la chaîne d'information en continu Al Jazeera dont il dit qu'«elle pratique une certaine indépendance et équilibre de l'information», s'agissant surtout de la couverture médiatique des différents conflits au niveau du Proche et Moyen-Orient.

Claude Moisy, qui évoque l'idée de la manipulation dans son exposé, pense que dans de nombreux cas, c'est l'opinion publique qui influence les médias.

Il cite l'exemple des informations contenues dans le rapport établi par les services secrets américains au sujet des armes de destruction massive en Irak.

Selon lui, le *New York Times* ainsi que *le Washington Post* n'avaient osé publier les informations disculpant Saddam que 18 mois après l'invasion américaine de l'Irak.

Claude Moisy a toutefois préféré user de l'expression de «la guerre de l'Irak» que de «l'invasion des Etats-Unis de l'Irak», même s'il reconnaît ne pas aimer George W. Bush qu'il a qualifié de criminel de guerre.

L'orateur n'a toutefois pas souhaité répondre à certaines questions de l'assistance sur le lobby juif et les médias et a évité de parler du changement que voudrait opérer Nicolas Sarkozy sur la télévision publique française.

Il esquivera aussi la question d'un intervenant sur «le formatage des esprits» par la télévision et son rôle dans les grandes échéances électorales dans les pays occidentaux.

L'orateur dira aussi que l'une des raisons qui pousse les téléspectateurs à bouder les chaînes internationales d'information continue, c'est l'intérêt qu'elles portent à l'information internationale.

Or, depuis les seize dernières années, ce qui intéresse les gens, dira Claude Moisy, c'est l'information qui traite de leurs soucis quotidiens et de ce qui se passe dans leurs régions.

C'est ce qui explique, selon lui, cette nouvelle réorientation des médias, notamment de la presse écrite qui consiste à privilégier le journalisme de proximité au détriment de l'information nationale et internationale.

Ce changement de cap est la négation même du concept de la globalisation et de l'uniformisation de l'information, et donc de l'opinion publique.

L'avènement des nouvelles technologies a modifié à sa façon le rapport entre les médias et l'opinion publique qui semble ne plus se contenter d'une seule source d'information. «Les nouvelles technologies ont institué une certaine interactivité entre les producteurs et les consommateurs de l'information», explique Claude Moisy qui conclut qu'aujourd'hui, c'est tout le monde qui manipule tout le monde.

L. M.